

# Scrutin référendaire : Le collectif des acteurs institutionnels pour un Oui massif s'active

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

Lundi 12 Juin 2023

# 1364

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Séduite aussi bien par le message que par la qualité des participants à la rencontre que Me Mountaga Tall a organisé au CICB le 3 juin dernier, la société civile de Sikasso, menée par le « patron des patrons » locaux, Souleymane Koné plus connu sous le sobriquet de Farsi a invité le président du CNID - FYT à venir dupliquer sa cérémonie

Campagne référendaire à Sikasso

## Mountaga

## TALL prône

## le Oui



Vote par anticipation : Bon déroulement des opérations dans les garnisons



« Au fil de mes convictions sur le Mali d'aujourd'hui et de demain » : Le chef-d'œuvre d'Ousmane Sy



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**06** Juin  
2023

### RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**57**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**698 873** Vaccinations incomplètes

**3742 757** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**33 150**

**Guéris**

**32 329**

**Décès**

**743**

dont 02 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social



P.10



P.17



P.19



<b>UNE</b>	Campagne référendaire à Sikasso : Moutaga TALL prône le Oui.	<b>P.5</b>
<b>BREVES</b>	Burkina Faso : 180 millions de francs CFA pour retrouver des terroristes activement recherchés	<b>P. 10</b>
	Référendum pour la nouvelle constitution au Mali : Inquiétudes et appel du RPDM à voter "non"	<b>P. 10</b>
	Mali : Paris condamne l'attaque contre des casques bleus dans le nord	<b>P. 11</b>
	Mali/Corée du Sud : Vers un renforcement de la coopération bilatérale	<b>P. 11</b>
	Mali : Le président lance la construction d'un centre d'intelligence artificielle et de robotique	<b>P. 12</b>
	Angleterre : L'ex-premier ministre Boris Johnson démissionne du parlement	<b>P. 12</b>
<b>ACTUALITES</b>	Quinzaine de l'environnement : Le réseau des partenaires des OSC créé autour du FEM	<b>P. 15</b>
	Sécurité climatique et gestion durable des ressources naturelles : Le projet lancer dans les régions centrales du Mali	<b>P. 16</b>
	In memoriam : Malick Coulibaly à Daniel Tessougoué	
<b>POLITIQUE</b>	Lancement du projet «Les Ateliers Citoyens» : 100 jeunes outillés sur le projet de nouvelle constitution	<b>P. 19</b>
	Scrutin référendaire : Le collectif des acteurs institutionnels pour un Oui massif s'active	<b>P. 20</b>
	Vote par anticipation : Bon déroulement des opérations dans les garnisons	<b>P. 21</b>
	Référendum constitutionnel du 18 juin : Les partisans du «OUI» se rassemblent au stade du 26 mars	<b>P. 26</b> <b>P. 22</b>
<b>CULTURE ET SOCIETE</b>	« Au fil de mes convictions sur le Mali d'aujourd'hui et de demain » : Le chef-d'œuvre d'Ousmane Sy	<b>P. 24</b>
<b>INTERNATIONAL</b>	Sénégal : La controverse autour des nervis du pouvoir	<b>P. 25</b>
	Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo réagit après sa radiation de la liste électorale	<b>P. 26</b>
	Niger : L'opposant Kané Kadaouré menace de poursuivre l'État en justice	<b>P. 27</b>
<b>SPORT</b>	INFO FOOT : Le Stade Malien de Bamako sur le toit du Mali	<b>P. 28</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



# LA PENSION DE RETRAITE ANTICIPÉE POUR RAISON DE SANTÉ

## Conditions d'ouverture des droits :

- Avoir accompli au moins 13 années d'assurance
- Avoir 53 ans et moins de 55 ans pour toutes les catégories
- Certificat médical attestant l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle



## INPS Au service des assurés sociaux

**Employeurs ! Faites vos déclarations et assurez leur paiement régulier à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités**



# Campagne référendaire à Sikasso

## Mountaga TALL prône le Oui



**S**éduite aussi bien par le message que par la qualité des participants à la rencontre que Me Mountaga Tall a organisé au CICB le 3 juin dernier, la société civile de Sikasso, menée par le « patron des patrons » locaux, Souleymane Koné plus connu sous le sobriquet de Farsi a invité le président du CNID - FYT à venir dupliquer sa cérémonie.

Arrivée tard dans la nuit, la forte délégation a pris ses quartiers à l'hôtel du cinquantenaire pour un repos bien mérité après les quelques 400 kilomètres qui séparent Sikasso de Bamako.

Bien leur en prit car la journée du samedi 10 juin s'est révélée particulièrement chargée. Elle commença en effet très tôt avec les visites de courtoisie et même parfois de travail de diverses personnes ou délégations. A 9h30, le long convoi de véhicules quitte l'hôtel pour se diriger vers le « grand vestibule » traditionnel où étaient réunies les familles fondatrices de Sikasso à savoir les Berthé, Diamounténé, Sanogo et Traoré.

Mountaga Tall, selon les hôtes du jour, doit être accueilli avec les honneurs dus à son rang de descendant d'une illustre famille de religieux et de notables mais aussi d'homme politique de 1er plan d'autant plus qu'il n'était pas à sa première visite en ce lieu symbolique.

La délégation prit ensuite la direction de la tribune officielle où se tenait un meeting organisé par la société civile toujours sur le thème de l'appel pour le OUI au référendum constitutionnel du 18 juin. Me TALL a été l'invité surprise de cette rencontre organisée par le Collectif de la société civile que préside Dr Sanou.

Se sont succédés au micro pour lancer leurs appels respectifs le président du Conseil de cercle Abdoul Karim Koné vivement applaudis pour s'être exprimé en langue samaogo, le



président des Griots, un adjoint au maire de la Commune urbaine de Sikasso, les porte-paroles des veuves, des jeunes et des femmes, un membre du CNT et le représentant du grand imam de Koutiala venu spécialement écouter Maître Tall.

Deux cadres, initialement retenus pour évoquer la constitution ont souhaité donner leur temps de parole à Me Mountaga Tall qui a déclaré, que malgré la surprise, il acceptait l'honneur et la confiance ainsi placés en lui.

L'avocat fit rire l'assistance par un rappel historique. En 1992, a-t-il dit, le second tour de l'élection législative a opposé l'Adema- PASJ au Parti Malien pour le Développement (PMD) essentiellement implanté à Sikasso. Pendant la campagne du second tour, le PMD ne s'exprima qu'en samogo. Personne à Bamako ne savait ce qui se disait mais les résultats, eux, étaient parlants : « **Le PMD a renversé les résultats du 1er Tour et enleva les 7 sièges de Sikasso** ». Fou rire de l'assistance.

Revenant à son propos Mountaga Tall, dans un style clair et limpide dont il a le secret a donné quelques précieuses indications sur le pourquoi du OUI avant d'inviter une assistan-

ce qui salivait déjà, à le rejoindre l'après-midi pour la suite de ses explications dans la salle de conférence de l'hôtel ZANGA à 15 heures. A l'heure dite, la salle refusait clairement du monde et il a fallu installer rapidement des bâches et hauts parleurs dehors pour installer une foule nombreuse qui attendait stoïquement dehors. Plus nombreuse d'ailleurs que celle qui avait pu accéder dans la salle.

Eraient présents les représentants des familles fondatrices, de nombreux imams et autorités religieuses, de nombreux élus dont Monsieur Adama Ballo maire adjoint représentant Kalifa Sanogo empêché, Honorable Mama Aida Koné du CNT, l'ancien maire Mamadou Tangara, des opérateurs économiques...

Après l'exposé du conférencier sur « Dix questions et réponses pour dire OUI au référendum constitutionnel », publié dans les colonnes de Malikilé N° 1359 du 5 juin 2023.

La parole a été passée à l'assistance qui a posé de nombreuses questions qui s'ajoutaient à des contributions.

Ainsi l'imam Youssouf Abass Sissoko, président du M5-RFP de Sikasso a lancé ce cri du cœur « **Ayons pitié du Mali qui a tant souffert et**

**qui n'a pas besoin de guerre de religion** ». Avant d'inviter ceux qui le font, à ne pas imputer à la religion musulmane des comportements individuels.

Selon un autre intervenant, en l'occurrence Mamadou Traoré de FUSI-MALI, Mountaga Tall, par sa seule présence a scellé la réconciliation entre Sikassois. En témoigne selon lui les personnalités qui se côtoyaient sur le présidium. Mme Dombia Anta Konipo a quant à elle voulu que soit précisé à l'assistance les documents avec lesquels on peut voter alors que Monsieur Abdoulaye Traoré de la Chefferie se réjouissait que Sikasso soit première du Mali en matière de retrait des cartes biométriques. Yaya Traoré a voulu savoir s'il n'était pas possible de trouver un terme pour mettre d'accord les tenants et adversaires de la laïcité qui, selon, lui disent au fond la même chose. Enfin Honorable Mama Aida Koné et l'ancien maire Tangara ont lancé des appels au vote pour le oui avant que le maire Adama Ballo ne lève la séance sous les applaudissements nourris de la salle.

■ **Moctar Sow**



## ■ Oumar MC Koné



Les membres du Regroupement de partis politiques et Associations - Soutien à la Transition, RPA-ST, ont assisté au meeting du 08 juin 2023 mais aucun d'entre eux n'a été impliqué dans l'organisation du meeting et aucun membre n'a reçu un centime de qui que ce soit.  
Le Président du RPA-ST

## ■ Ammy Baba Cisse



Il y a des vidéomans qui sont déchaînés contre les Colonels et qui estiment que sans eux, tout sera échec

## ■ Malick Konate



«A force de creuser le sol, le coq finira par déterrer le couteau qui servira à l'égorger»  
Comprendra qui pourra...  
#Bèki\_Takè

## ■ Issa Kaba

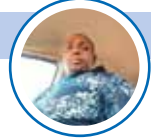


Message de la délégation Burkinabé à leur arrivée à Ouagadougou.  
Nous, délégation du Burkina Faso, disons merci aux promoteurs, aux organisateurs et aux partenaires du Salon des Médias édition 2023.  
nous vous remercions pour la confiance.  
Nous tenons à vous informer que notre satisfaction était grande et fructueuse. Certes l'oeuvre humaine n'est pas parfaite mais nous avons apprécié votre engagement et abnégation pour le succès de cette oeuvre salubre pour la presse malienne et internationale.  
Vivement édition 2024.  
Délégation du Burkina Faso au Salon des médias 2e Édition.  
OUAGADOUGOU LE 11 juin 2023 /19h00.



Mention spéciale à l'Union Nationale des Jeunes Éditeurs de Presse du Mali ( UNAJEP) avec à sa tête son Président Albadia Dicko .  
En plus d'avoir accompagné la commission d'organisation à organiser ses membres étaient les formateurs de l'Ecole du Salon .  
Merci à l'UNAJEP.

## ■ Sambou Sissoko



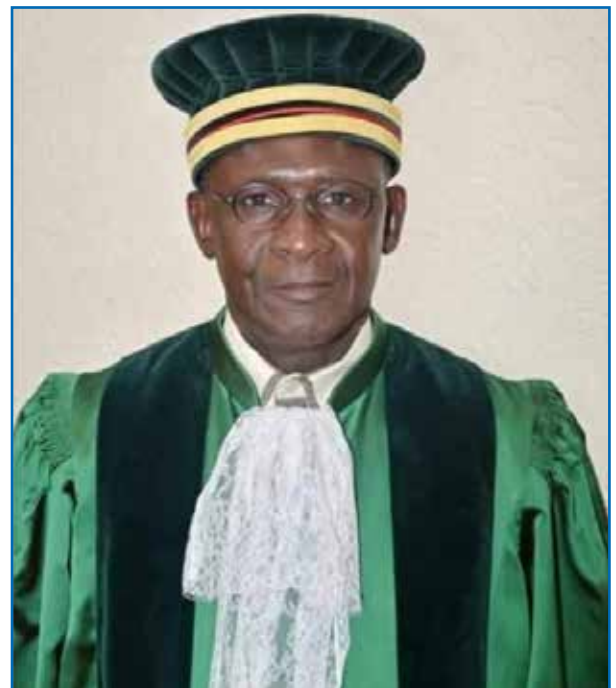
La bagarre n'est plus entre le OUI et le NON mais entre les partisans du OUI. Wari magnin dè!



## ■ Casimir Sangala



La famille judiciaire endeuillée.  
Un grand baobab vient de tomber.  
Rip Daniel Amagoïn Tessougué..  
Union de prières pour le repos de son âme. Amen.



Nigeria : le gouverneur de la Banque Centrale arrêté pour un scandale d'1 milliard de dollars impliquant Dangoté.

## ■ Assigie Dolo



Oui ou Non: Que chacun choisisse selon ses propres convictions en se basant sur le contenu de ce projet de constitution. Que cette culture de suivisme s'arrête.

## ■ Oumar MC Koné



LE BRDM A PARTICIPÉ AU MEETING DU 08 JUIN 2023 POUR LE OUI AU PROJET DE CONSTITUTION MAIS IL N'A REÇU AUCUN FRANC DE QUI QUE CE SOIT.

## ■ Ambassade de Chine au Mali



Le 08 juin 2023, S.E.M CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali et S.E.M Modibo KONE, Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable ont participé ensemble au village Koniobla de Koulikoro à la cérémonie de l'achèvement du Projet pilote d'Electrification des Villages maliens par l'Énergie solaire, un nouveau projet d'assistance chinoise au Mali.



## ■ YBC-Communication



L'adage Bambara :  
2 deux hippopotames Mal ne se croisent jamais sur un meme espace .....  
ALLAHOU AKBAR 2 hippopotames Mal se partagent un meme espace .  
Un Hippopotame a même chassé son clan a cause de l'espace.....  
Ah l'espace « kènè»  
Alla kana dji tô nono la .  
Je suis scorpion comprendra qui pourra .



Maintenant place à l'écrit .  
Le projet du 26 Mars pour le «oui » est le plus grand échec qu'un pouvoir en place peut subir .....  
«Le HAKÉ n'est pas aller loin il est juste parti chercher bérékéne»

## ■ AfricaMuseum EN



Hier, @TAG, directeur de l'AfricaMuseum, était un invité Klara (#Pompidou). Une conversation sur le rôle du directeur, du musée et de l'institution scientifique. En tant qu'historien et ancien diplomate, Bart Ouvry regarde le passé de l'Afrique directement dans les yeux. «Ce n'est pas mon musée, c'est notre musée», a précisé le nouveau directeur. C'est pourquoi il préconise le dialogue sur le musée. La co-création avec les pays africains est et restera donc d'une grande importance.



## ■ Moussa AG Acharatoumane



#PAIX : 2) se félicite de l'assurance réitérée par le Gouvernement quant à son engagement à poursuivre le processus de mise en œuvre de l'Accord après le référendum. Sur ce point, la Médiation relève que, sur la base de l'expertise qu'elle a commise, le projet de Constitution,



## Communiqué de la Médiation internationale

Au cours des semaines écoulées, la Médiation internationale, conformément au rôle qui lui est imparti, a déployé des efforts soutenus pour favoriser la relance du processus de paix. Elle a, dans ce cadre, conduit des consultations intensives avec les Parties maliennes à l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du Processus d'Alger. Elle a aussi commis une expertise juridique internationale pour, dans la mesure du possible, faciliter une compréhension commune de la relation entre le projet de Constitution soumis à référendum le 18 juin et l'Accord de paix, notamment en ses dispositions relatives au cadre institutionnel et à la réorganisation territoriale.

À l'issue des consultations qu'elle a conduites, la Médiation :

(1) prend note de la réaffirmation par les Parties de : (a) leur attachement ferme à l'Accord de paix, (b) de sa centralité pour la stabilisation durable du Mali, ainsi que (c) de sa validité continue, y compris après le 18 juin, et ce que jusqu'au parachèvement de sa mise en œuvre ;

(2) se félicite de l'assurance réitérée par le Gouvernement quant à son engagement à poursuivre le processus de mise en œuvre de l'Accord après le référendum. Sur ce point, la Médiation relève que, sur la base de l'expertise qu'elle a commise, le projet de Constitution, qui reconnaît le principe de la libre administration des collectivités locales, ne fait pas obstacle à l'opérationnalisation de l'architecture institutionnelle prévue par l'Accord ;

(3) se félicite, en outre, de la disposition des Parties à engager le dialogue avec l'urgence requise pour trouver des solutions aux autres aspects pendants du processus de paix, notamment (a) la question de la chaîne de commandement dans le contexte du pilier défense et sécurité de l'Accord, à travers l'activation de la Commission ad hoc convenue lors de la réunion de niveau décisionnel d'août 2022 ; (b) les questions de développement socio-économique ; et (c) la situation sécuritaire avec ses dramatiques conséquences humanitaires pour les populations vivant dans les zones affectées par la violence ; et

(4) réaffirme son engagement à jouer pleinement son rôle de Garant politique de l'Accord de paix et de la mise en œuvre de l'ensemble de ses dispositions, ainsi que des mesures énumérées plus haut, y compris en ce qui concerne les réformes institutionnelles prévues par l'Accord de paix.

À la lumière de ce qui précède, la Médiation internationale :

(1) encourage fortement les Parties à continuer à se concerter avec l'urgence qu'impose la situation, pour parvenir à une entente de nature à créer une dynamique de confiance et à faciliter la reprise formelle du processus de paix, avec l'accompagnement actif de la communauté internationale ;

(2) demande, dans l'intervalle, aux Parties de faciliter le déroulement normal dans les zones concernées du Nord du Mali du vote des membres des Forces de défense et de sécurité prévu ce jour, dans le cadre des efforts visant à assurer la bonne tenue du référendum constitutionnel, selon le chronogramme annoncé, sur tout le territoire national.

La Médiation internationale remercie les Parties pour la confiance placée en elle, y compris en sa qualité de Garant politique de l'Accord et de la mise en œuvre de toutes ses dispositions. Elle leur lance un appel pressant pour donner une suite positive et urgente aux mesures énumérées plus haut.

La Médiation internationale est déterminée à poursuivre ses efforts. Elle demeure convaincue que les difficultés que connaît le processus de paix n'ont rien d'insurmontables, dès lors qu'existe la volonté politique nécessaire, et que toute voie autre que celle du dialogue ne conduira qu'à davantage de souffrances pour le peuple malien et à plus d'instabilité pour la région.

Bamako, le 11 juin 2023

## Housseine Ag Issa



#Sahel #Mali La médiation internationale réaffirme son engagement à jouer pleinement son rôle de garant politique de l'accord d'Alger et à mettre en œuvre toutes ses dispositions ainsi que certaines mesures, notamment en ce qui concerne, « Les réformes institutionnelles stipulées dans l'accord de paix », a déclaré dans une déclaration publiée ce dimanche, après une série de rencontres avec les parties signataires de cet accord. La médiation internationale encourage vivement les parties à continuer à se concerter aussi rapidement que la situation l'exige,

pour parvenir à un accord susceptible de conduire à la création de Renforcer la confiance et faciliter la reprise formelle du processus de paix, avec le soutien actif de la communauté internationale. La médiation a également confirmé que rien n'est insurmontable, tant que la volonté politique nécessaire existe. Notant dans sa déclaration que toute voie autre que la voie du dialogue ne fera qu'entraîner plus de souffrances pour le peuple malien et plus d'instabilité dans la région.

## Gouvernement du Mali



Caravane de sensibilisation à la sécurité routière  
L'accroissement spectaculaire de la motorisation, conjugué à la forte croissance démographique et à une urbanisation galopante sont les facteurs qui contribuent à la multiplication des risques liés à l'usage de la route. Le Mali connaît une extension régulière et importante du parc automobile, estimée en moyenne à 8,6% par an, et vétuste avec un âge moyen de plus de 15 ans. Pour inverser cette tendance, le Ministère des Transports et des Infrastructures, à travers l'ANASER, organise du lundi 12 au lundi 15 juin 2023 des caravanes de sensibilisation à la sécurité routière dans le District de Bamako et les Régions de Koulikoro et Ségou. Le lancement officiel de ces caravanes est prévu le lundi 23 juin 2023 par Madame Le Ministre des transports et des infrastructures dans la cour du département en marge de la cérémonie de montée des couleurs

Les caravaniers mettront à profit les quatre (04) jours pour sensibiliser au niveau des marchés, des établissements scolaires, des foires, des lieux de travail et les gares routières des zones traversées.

Au cours du périple, des panneaux « crâne de mort » en souvenir des victimes d'accidents de la circulation routière, seront implantés sur les lieux d'accidents.

Dans chaque localité traversée, les caravaniers seront reçus par les autorités administratives, communales, locales au cours d'une brève cérémonie.

Ministère des Transports et des Infrastructures Mali

Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile

Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation Mali

Agence Nationale de la Sécurité Routière



## Référendum pour la nouvelle constitution au Mali : Inquiétudes et appel du RPDM à voter "non"



Le parti dirigé par le célèbre astrophysicien Dr Cheick Modibo Diarra, ancien Premier ministre et actuel président du Rassemblement pour le Développement du Mali (RPDM), exprime de profondes inquiétudes concernant le processus en cours visant à adopter une nouvelle Constitution pour le pays.

Dans un communiqué officiel, le RPDM a appelé ses militants et sympathisants à voter "Non" lors du référendum prévu le 18 juin prochain, arguant que des questions fondamentales nécessitent une réflexion approfondie et une consultation plus étendue de la population malienne.

Le Secrétariat permanent du RPDM souligne que le projet de nouvelle Constitution et la tenue du référendum suscitent des préoccupations légitimes quant à leur mise en œuvre hâtive et au manque de consultation adéquate. Selon le parti, ces questions cruciales ne peuvent être traitées précipitamment, mais exigent plutôt une approche plus inclusive qui garantisse la participation de tous les citoyens maliens. Une des principales préoccupations exprimées par le RPDM concerne la violation de l'article 118 de la Constitution de 1992, qui stipule que toute modification constitutionnelle doit être adoptée par une majorité des trois quarts des membres de l'Assemblée nationale. Le parti affirme que cette exigence n'a pas été respectée dans le processus en cours, remettant ainsi en question la légitimité du projet de nouvelle Constitution. De plus, le RPDM condamne le contenu de la Charte de la Transition actuelle, affirmant qu'elle contient des dispositions qui menacent les droits et les libertés fondamentales des citoyens maliens. Le parti souligne l'importance de préserver ces droits et libertés dans le cadre de toute modification constitutionnelle.

Face à ces préoccupations, le RPDM fait appel à la Cour Constitutionnelle pour qu'elle intervienne et examine les questions soulevées par le projet de nouvelle Constitution. Le parti estime que la Cour Constitutionnelle joue un rôle crucial dans la protection de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit, et qu'elle devrait s'emparer de ces questions afin de garantir une décision juste et équitable.

Le Rassemblement pour le Développement du Mali (RPDM) appelle ses militants et sympathisants à voter "Non" lors du référendum prévu le 18 juin prochain. Le parti demande également une consultation et une

## Burkina Faso : 180 millions de francs CFA pour retrouver des terroristes activement recherchés



Le gouvernement burkinabé a mis en place des primes allant jusqu'à 180 millions de francs CFA pour retrouver vingt personnes figurant sur une liste de terroristes activement recherchés. Les portraits de ces individus ont été diffusés dans les médias locaux en vue de leur arrestation ou de leur «neutralisation» pour actes terroristes. Les services de sécurité du Burkina Faso, en proie à des violences djihadistes récurrentes, ont publié cette liste le jeudi 8 juin. Les individus, dont les portraits ont été diffusés sur les médias locaux, sont «activement recherchés pour participation ou complicité dans la planification ou la conduite d'actes terroristes». Les autorités burkinabées offrent 180 millions de francs CFA (environ 275 000 euros) pour la capture de chacun des chefs de katibas, Sidibé Dramane alias «Hamza» et Diallo Moussa alias «Abou Ganiou», âgés respectivement de 45 ans et 40 ans. Les personnes recherchées sont toutes des Burkinabés, nées pour la majorité dans la région du Nord, à l'exception de Sita Housseini alias «Lookmann», un Nigérien de 33 ans.

Le Burkina Faso fait face à une spirale de violences djihadistes depuis 2015, apparues au Mali et au Niger quelques années auparavant et qui se sont étendues au-delà de leurs frontières. Les violences ont fait depuis sept ans plus de 10 000 morts, civils et militaires, selon des ONG, et plus de deux millions de déplacés internes. Selon le gouvernement, l'armée contrôle 65 % du territoire national. Le capitaine Ibrahim Traoré et ses hommes, arrivés au pouvoir en septembre 2022 après un coup d'Etat, le deuxième en huit mois, tentent plusieurs stratégies pour reprendre la main sur certains pans du territoire qui échappent encore à leur contrôle.

**Binadjan Dombia**

participation plus étendues de la population malienne dans le processus constitutionnel, tout en exhortant la Cour Constitutionnelle à examiner attentivement les questions soulevées par le projet de nouvelle Constitution. Le RPDM espère ainsi contribuer à la protection des droits et des libertés des citoyens maliens, ainsi qu'à la préservation de l'ordre constitutionnel et de l'État de droit dans le pays.

Mariam Amadou Dolo / Stagiaire

Source : Bamada.net



## Mali : Paris condamne l'attaque contre des casques bleus dans le nord



La France a condamné vendredi "avec la plus grande fermeté" l'attaque contre une patrouille de casques bleus dans le nord du Mali, qui a fait un mort et huit blessés parmi les soldats de l'ONU. "La France déplore la multiplication des attaques contre la Minusma (mission de l'Onu au Mali, ndr) et des entraves à sa liberté de mouvement", ajoute le ministère des Affaires étrangères dans une déclaration. Un Casque bleu burkinabè a été tué et huit autres gravement blessés vendredi au cours d'une attaque près de Tombouctou, dans le nord du Mali, pays en proie à la propagation jihadiste et aux violences de toutes sortes. La France "rend une nouvelle fois hommage au rôle des Casques bleus qui risquent leur vie pour protéger les populations" et "salue leur engagement et leur dévouement", selon le communiqué du Quai d'Orsay. "Les responsables de cette attaque devront être identifiés et répondre de leurs actes", ajoute-t-il. Le Mali est en proie depuis 2012 à une crise sécuritaire profonde partie du nord et qui s'est propagée au centre du pays, au Burkina Faso et au Niger voisins. La Minusma, avec environ 12.000 soldats déployés, est une cible privilégiée des jihadistes qui visent la présence étrangère et les symboles de l'Etat. Depuis sa création en 2013, 186 de ses membres sont morts dans des actes hostiles. C'est la mission de l'ONU qui a subi le plus de pertes dans le monde ces dernières années.

Source : AFP

## Mali/Corée du Sud : Vers un renforcement de la coopération bilatérale



Dans les secteurs de la défense, la sécurité, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Le ministre malien des affaires étrangères, Abdoulaye Diop, s'est entretenu, vendredi, avec Ji-Joon Kim, ambassadeur de la république de Corée du Sud à Bamako. Les échanges ont porté sur le renforcement du partenariat dans les domaines de la défense, la sécurité, l'agriculture et la sécurité alimentaire à travers l'expérimentation d'une nouvelle variété de riz à grande productivité entre Bamako et Séoul. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la dynamique d'une nouvelle politique d'ouverture de la Corée du Sud en Afrique a déclaré le diplomate sud-coréen.

L'Ambassadeur de la Corée du Sud, Ji-joon Kim, a déclaré à la presse « que cette rencontre vise à renforcer nos relations avec Bamako dans le cadre d'une coopération bilatérale gagnant-gagnant ». « Nos échanges ont porté sur la prospection et le renforcement de la coopération dans les secteurs de la défense, la sécurité, l'agriculture et la sécurité alimentaire à travers l'expérimentation d'une nouvelle variété de riz à grande productivité » a-t-il indiqué sans donner plus de détails. Le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop a également rencontré Chen Zhihong Ambassadeur de la République Populaire de Chine au Mali. Les voies et moyens permettant de renforcer davantage la coopération bilatérale ainsi que des consultations politiques sur des questions multilatérales d'intérêt commun ont dominé cette rencontre.

Jeudi, l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali, Igor Gromyko, a été reçu en audience par le ministre malien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Abdoulaye Diop.

Les deux personnalités ont évoqué des sujets ayant trait au raffermissement des relations bilatérales et aux consultations sur des questions multilatérales. Pour rappel, le Gouvernement de la Transition du Mali a décidé de diversifier ses partenariats dans la lutte contre le terrorisme, après le retrait des Forces françaises du pays en 2022.

Source : AA

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com

## Mali : Le président lance la construction d'un centre d'intelligence artificielle et de robotique



Le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a présidé le 7 juin 2023, la cérémonie de pose de la première pierre du centre d'intelligence artificielle et de robotique du Mali (CIAR-MALI), à Kati Sirakoro Niaré.

Cet établissement, premier du genre au Mali, participe à la promotion des sciences mathématiques, de la technologie et de l'ingénierie. À travers une telle initiative, les autorités maliennes entendent mettre à la disposition du pays des recherches de qualité au service des ambitions du Mali. Un pays qui devient de plus en plus une terre d'innovation et d'avancées technologiques, explique la Présidence. La construction de ce centre, sur les instructions du chef de l'État, participe à l'accompagnement et à l'encouragement de ces génies qui ne cessent de faire honneur au Mali à travers le monde. « Le monde connaît beaucoup de bouleversements à cause des nouvelles technologies et se dirige vers une nouvelle révolution industrielle. Le Mali se doit d'être présent à cette révolution », a indiqué le Président de la Transition dans son interview à la presse.

La souveraineté retrouvée du Mali doit se refléter dans tous les domaines, y compris les domaines scientifiques et industriels. « Je suis convaincu que la recherche dans les domaines scientifiques et technologiques est un pas vers notre souveraineté scientifique et industrielle », estime le Chef de l'État avec la conviction que les résultats probants qui seront obtenus de ces recherches impacteront positivement tous les domaines de développement tels que la santé, l'environnement, la gestion des mines et de l'énergie et surtout la défense et la sécurité.

« Ces génies constituent un espoir pour le Mali et nous leur faisons confiance », a conclu le président de la transition.

Source : alwhidainfo

## Angleterre : L'ex-premier ministre Boris Johnson démissionne du parlement



L'ancien premier ministre britannique Boris Johnson a annoncé vendredi soir remettre son mandat de député, invoquant l'enquête parlementaire sur le "partygate", les fêtes tenues à Downing Street en violation des restrictions liées AU COVID-19.

Boris Johnson, 58 ans, a indiqué que sa décision était effective immédiatement, déclenchant une élection partielle qui ajoutera encore plus de pression politique sur son successeur Rishi Sunak.

Un an après avoir été chassé de Downing Street par sa majorité après trois ans au pouvoir marqués par une succession de scandales, M. Johnson restait sous le coup d'une enquête parlementaire chargée de déterminer s'il avait trompé le Parlement dans l'affaire du "partygate". La procédure, menée par la commission des privilèges, est en train de finir ses travaux et venait selon la presse britannique de remettre ses conclusions à l'ancien dirigeant.

"J'ai reçu une lettre de la commission des privilèges qui indique clairement – à mon grand étonnement – qu'elle est déterminée à utiliser la procédure contre moi pour me chasser du Parlement", a écrit l'ancien Premier ministre conservateur dans un communiqué. "Je suis très triste de quitter le Parlement – du moins pour l'instant – mais je suis surtout consterné d'avoir été contraint de partir, de manière antidémocratique", a-t-il ajouté, accusant la commission de "parti pris flagrant".

Dans ce communiqué, il accuse la commission d'avoir produit un rapport qui n'a pas encore été publié, "truffé d'inexactitudes et empestant les préjugés", sans lui donner "aucune possibilité formelle de contester ce qu'ils disent". Boris Johnson a été contraint à la démission l'été dernier après une succession de scandales, au premier rang desquels des fêtes à Downing Street pendant les confinements imposés en raison de la pandémie de Covid-19.

Mais le dirigeant charismatique, qui était toujours député, est resté très influent dans la majorité conservatrice.

Source : AFP



# Barton Hall

Un séjour linguistique en résidence tout en s'amusant avec des activités sportives et FUN au programme !

## REGION D'ACCUEIL:

Le séjour aura lieu à Barton Hall près de la ville de Torquay, dans le Devon, comté du sud-ouest de l'Angleterre, entouré par les Cornouailles à l'ouest et le Dorset à l'est, bordé par la « Riviera » anglaise avec son climat privilégié et doux.

## CENTRE & HEBERGEMENT:

Le centre offre un espace extérieur de 13 hectares de parc comprenant une zone d'activités couvertes, une piscine extérieure chauffée et un lac. Il est doté d'installations sportives et sportives avec de grands espaces en plein air offrant un exceptionnel panel d'activités et d'activités notamment pour les sports nautiques et aquatiques. Les locaux sont logés en chambres de 4 à 6 lits. Toutes les chambres disposent d'une douche et toilettes privatisées. Les petits déjeuners anglais et continental, et deux repas choisis par jour, sont servis dans le restaurant au sein du centre.

## COURS ET ATELIERS:

14 heures de cours d'anglais  
Accès sur le communicateur pour aider les jeunes à maîtriser en anglais des situations réelles. Les cours sont dispensés par des professeurs anglophones qualifiés. Un test est prévu de séjour pour évaluer les connaissances des jeunes et de les répartir en groupes de niveau.

## ANCIENNE & MULTICENTRÉE

Cours de langues: maximum 15 élèves par classe

Activités: grand choix pendant le temps libre

## LOISIRS:

• Des deux premiers et activités sportives et culturelles  
• Des soirées animées.

## Activités sportives et culturelles pendant le séjour

Descente en rappel - Aérobiq - Aquathlon - Triathlon - Canot - Parcours du Combattant - Escalade - Pêche en bord de mer - Sentiers naturels et maritimes - Escime - Waterpolo-gauche - Américain - Golf de Jassé - VTT - Course d'orientation - Réalisation d'engins en équipe - Construction de Robocon - Exercices de Survie en nature - Triathlon - Vélocross challenge - Tyrolienne

Tous les soirs nos équipes proposent un programme de divertissements composé de jeux, quiz et activités de détente ou divertissements encourageant les jeunes à faire preuve de créativité. Les soirées seront chorées et adaptées aux besoins de chaque groupe de jeunes.

2 excursions d'une journée + 2 excursions d'une demi-journée.

Excursions possibles: Dartmouth - Torquay - le parc national de Dartmoor - etc.

## ENCADREMENT:

Conforme aux normes Jeunesse et Sports. Equipe d'animation française et bilingue et notre Directeur de centre.

## VOYAGE: Le client organise le voyage en avion au centre

Point important de connaître pour le client, notre centre se trouve très rapidement, nous sommes très proches de l'aéroport de la ville offrant des possibilités idéales. Les horaires de vol sont en fonction de la destination. Nous nous adaptons à tout le monde. Contactez-nous dès maintenant pour plus d'informations sur nos activités et programmes.



Dates  
Séjours 2023  
Du 1<sup>er</sup> au 14 Août  
ou  
Du 14 au 27 Août

Tarifs:  
2 000 000 FCFA  
Frais d'inscription:  
300 000 FCFA

5<sup>ème</sup> séjour  
International  
à Doha pour  
les participants  
de moins de  
18 ans en  
juillet 2023

MADE IN  
BRITAIN



# City Sightsseeing Dubai

Hop On - Hop Off

City Sightsseeing Dubai's Hop-On Hop-Off bus tours combine sightseeing with transportation, allowing you to visit your favourite Dubai landmarks and enjoy the city from a unique perspective. These tours will allow you to enjoy the best views of Dubai's diversity. Visit the most iconic things you have ever seen, view incredible skyscraper landscapes, experience a magical parade along the coast and witness the beautiful Dubai Marina. Audio commentary is available in 12 languages. Routes include over 40 stops, showing the most popular attractions around Dubai.



WE SHOW YOU DUBAI!  
DISCOVER DUBAI FROM  
THE BEST VIEWPOINT

- 24 HR TICKET INCLUDES: Night Tour, Arabian Dhow Boat Cruise, RTA Waterbus (Above Deck), Dubai Museum Entry, Sheikh Saeed Al Maktoum Water Entry, VIP Dubai Mall, Dubai Souk, Burj Khalifa, Al Odeira Centre Shopping, Discount Card & 3 other Museums.
- 48 HR TICKET ADDITIONALLY INCLUDES: Dubai Aquarium and Under Water Zoo Entry & Skyline Tour (Shuttle bus to Skyline available)



24/48  
HOURS



On-board



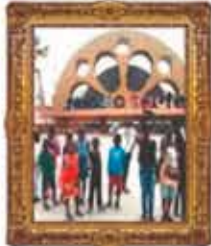
Book your City Sightsseeing ticket with Emirates Holidays and enjoy a complete tour around the city.

# WARABIZ TOUR



BAHMOO - DUBAI VIA DAKAR  
Séjour - DUBAI  
DU 05 AU 19 AOÛT 2023

Tarifs : 1 800 000 FCFA  
Frais d'inscription : 300 000 FCFA



# ANGLETERRE 2023

REJOIGNEZ-NOUS À  
BARTON HALL

LES MEILLEURS PARCS  
D'ATTRACTIONS  
DE LONDRES



An Amazing Experience With us

13 ans  
D'Expériences



SEBASTIEN 01 70 53 20 21  
Rue : 406 Porte 200 Doha  
L'Agence K&A Jéjane  
CONTACTS : 022 76 47 36 71 / 00 03 70 27  
Doha - Mal / E-mail : warabiz@jéjane.fr



SEBASTIEN 01 70 53 20 21  
Rue : 406 Porte 200 Doha  
L'Agence K&A Jéjane  
CONTACTS : 022 76 47 36 71 / 00 03 70 27  
Doha - Mal / E-mail : warabiz@jéjane.fr







## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

**Article 6:** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.



# Quinzaine de l'environnement : Le réseau des partenaires des OSC créé autour du FEM

Ce vendredi 9 juin 2023, dans le cadre de la 24ème édition de la quinzaine de l'environnement, le réseau des partenaires des Organisations de la société civile (OSC) pour la mobilisation du Fonds pour l'environnement Mondial (FEM) a été sur les fonts baptismaux, à la faveur d'une journée d'échanges. Cet espace d'échanges et d'information qui s'est passé dans la salle de conférence de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) a permis d'exposer deux thématiques à l'assistance. Il s'agit : le mécanisme de financement du programme de microfinances du FEM dans le but d'accompagner des communautés et collectivités dans leurs rôles de protection de l'environnement ; la mise en place du réseau des partenaires des Organisations de la Société Civile du Fonds pour l'environnement mondial.

Interviewé après la séance d'échanges et de débats, le coordinateur national du PMF/FEM, Bakary Konaré, dira que cette journée d'échanges s'inscrit dans le cadre des activités de la quinzaine de l'Environnement. « C'est une occasion pour nous en tant qu'acteurs du secteur de partager nos expériences et nos connaissances dans le domaine de la protection de l'environnement », a-t-il avancé. Avant de signaler que ce sont les organisations de la société civile qui ont jugé nécessaire d'avoir cette journée pour parler du fonctionnement du programme de microfinancement du FEM. Chose qui a permis aux participants de comprendre comment les gens accompagnent les OSC. Aussi, aux dires de M. Konaré, il s'agit d'expliquer aux gens ce qu'est le FEM. Et les participants à leur tour pourraient servir de relais pour donner des informations au niveau communautaire, de la base pour que de bons résultats soient atteints sur le terrain.

S'agissant du réseau mis en place, Bakary Konaré fera savoir que les informations données à cet effet sont nécessaires et utiles pour les organisations de la société civile malienne.



Pour le mécanisme de financement du Programme de microfinances pour le Fonds pour l'environnement mondial (PM-FEM), il a fait comprendre qu'un comité national de pilotage, qui sur la base du montant octroyé par le FEM à travers le bureau du PNUD au Mali, travaille pour donner ceux-ci aux ONGs. De même, les propositions de projets ont été analysées au niveau du comité national de pilotage, afin de diligenter les financements. « Ces financements autour de 50.000 dollars permettront de renforcer les capacités dans le cadre de la protection de l'environnement et dans le cadre du renforcement des capacités des organisations partenaires », a expliqué le coordinateur.

Par rapport aux propositions des projets, le coordinateur national a fait savoir qu'il y a une phase de présélection et une pour la sélection.

Ainsi, après le financement du projet, il y a tout un processus d'évaluation pour la mise en œuvre du projet et d'atteindre l'objectif recherché. « Concernant le réseau, ce sera une occasion pour les membres du réseau de travailler pour avoir toutes les informations et les partager avec tous les acteurs du développement dans le domaine de la protection de l'environnement », a laissé entendre le coordinateur.

À noter que le réseau servira de relais pour le FEM par rapport à l'information et à la sensibilisation pour la protection de l'environnement de manière générale et spécifiquement aux différents thèmes accompagnés par le Fonds pour l'Environnement Mondial.

Ki-Zerbo

# Sécurité climatique et gestion durable des ressources naturelles : Le projet lancer dans les régions centrales du Mali



Le lancement du projet de sécurité climatique et de gestion durable des ressources naturelles dans les régions centrales du Mali a eu lieu le jeudi 8 juin 2023, au Parc national du Mali, lors de la première session du comité de pilotage. Présidé par le ministre de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable, cet événement a été inauguré par le secrétaire général du département, Mamadou Gakou, en présence de M. Oumarou Tamboura, représentant son chef hiérarchique du PNUD, résident au Mali.

Selon Oumarou Tamboura, ce projet est lancé pour relever les défis du développement durable. Mis en œuvre par le Mali, avec l'appui du PNUD et du Fonds pour l'environnement mondial, il vise à assurer la durabilité des zones productives vulnérables au centre du Mali en inversant la tendance de la dégradation des terres et en renforçant la résilience climatique des communautés. Il favorisera également la prévention et la résolution des conflits.

Le projet contribue ainsi aux objectifs de développement durable du pays, déclinés dans le Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable au Mali (CREDD)

2019-2023, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et ceux de l'Accord de Paris sur le climat.

Cependant, selon Oumarou Tamboura, la superficie sur laquelle la productivité est perdue chaque année dépasse largement les espaces où elle a été restaurée. Plusieurs facteurs climatiques ainsi qu'anthropogènes expliquent la dégradation des terres et la vulnérabilité climatique, à savoir, la surexploitation des terres et des formations forestières et les pratiques agricoles inadaptées. La dégradation des sols affecte considérablement et négativement la production agricole avec un impact direct sur la sécurité alimentaire et le bien-être des populations. Plus de 2 millions de Maliens sont affectés par cette tendance, ce qui est la cause d'une base productive des ressources naturelles. Lesquelles connaissent une diminution, entraînant une compétition intensifiée pour la terre et entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Elle est souvent source de conflits intercommunautaires. Remerciements au PNUD et au FEM pour leur soutien à la protection de l'environnement au Mali

Le représentant du ministre a exprimé sa sin-

cère gratitude envers le PNUD et le FEM pour leur engagement constant à soutenir le Mali dans la recherche de solutions aux divers défis liés à la protection de l'environnement. Il a reconnu que le Mali est sérieusement affecté par les méfaits du changement climatique. C'est pourquoi, Mamadou Gakou a annoncé la création du projet «Sécurité climatique et gestion durable des ressources naturelles dans les régions du centre du Mali pour la consolidation de la paix». Ce projet vise à s'attaquer aux défis interdépendants de la dégradation des terres et des changements climatiques au Mali, qui menacent ensemble la durabilité à long terme des paysages productifs vulnérables dans ces régions, tout en multipliant les menaces sécuritaires.

Il est important de noter que ce projet est le fruit d'un partenariat fécond entre la République du Mali, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds mondial pour l'environnement. Il est financé à hauteur de 5,5 milliards de FCFA pour une durée de 6 ans.

Ki-Zerbo





### Vas en paix chantre de l'intégrité et de la dignité !

Tous les Hommes sont mortels, mais les morts n'ont pas le même poids. La Nation malienne pleure aujourd'hui l'un de ses dignes fils en la personne de Daniel Amagoïn TESSOUGUE

Pour ma part, c'est en avril 2005 que je fis la connaissance de Daniel lors ma formation d'auditeur de justice. Il se distinguait alors par sa modestie et son verbe haut et franc.

Suite à ma démission de la magistrature en 2008, Daniel fut à mes côtés cherchant vaille que vaille à me retenir dans le corps pour disait-il l'intérêt de la magistrature. Souvenez-vous de sa lettre ouverte parue en octobre 2008 où il écrivait : « J'adhère absolument à ton courroux, contre un système qui pense rapetisser tous les cadres, mais je suis profondément contre ta décision d'abandonner le combat pour plus de justice et dans la défense des droits ». Ses louables efforts furent vains ; parce que l'agenda de Dieu est immuable.

A ma nomination en 2012 en qualité de Garde des Sceaux, je lui ai proposé tous les postes de la justice. Il ne manifesta guère de choix. Je le suppliais alors d'accepter le poste de Procureur Général près la Cour d'Appel de Bamako. Il accepta pour le Mali sollicitant juste de disposer d'une équipe de magistrats techniquement et moralement bons. C'est ainsi que nous avons fait appel à Mohamed Sidida Dicko et Harizo Maïga. Le premier, pour le Mali, quitta la Cour constitutionnelle pour un poste de procureur de la République !

## In memoriam : Malick Coulibaly à Daniel Tessougué

Procureur général, il fit preuve de courage, d'intégrité et d'efficacité. Il se montra surtout loyal à l'endroit de son auditeur et cadet devenu par un accident de l'histoire son ministre de la Justice.

Comme en 2012, lorsqu'un autre accident de l'histoire me porta de nouveau à la tête du ministère de la Justice en avril 2019, je lui ai proposé de nouveau de venir prendre le poste de son choix. La mort dans l'âme, il déclina pour respecter la parole donnée à ses pairs de la Cour de Justice de l'UEMOA de prendre la tête de l'institution.

En 2020, les qualités exceptionnelles de l'homme et son état de service remarquable me fondèrent à solliciter et obtenir du Président Ibrahim Boubacar Keita (paix à son âme) d'élever Daniel directement au grade d'Officier de l'ordre national du mérite. Pour l'histoire, je

témoigne qu'il n'a accepté cette distinction que pour le respect dû à son cadet !

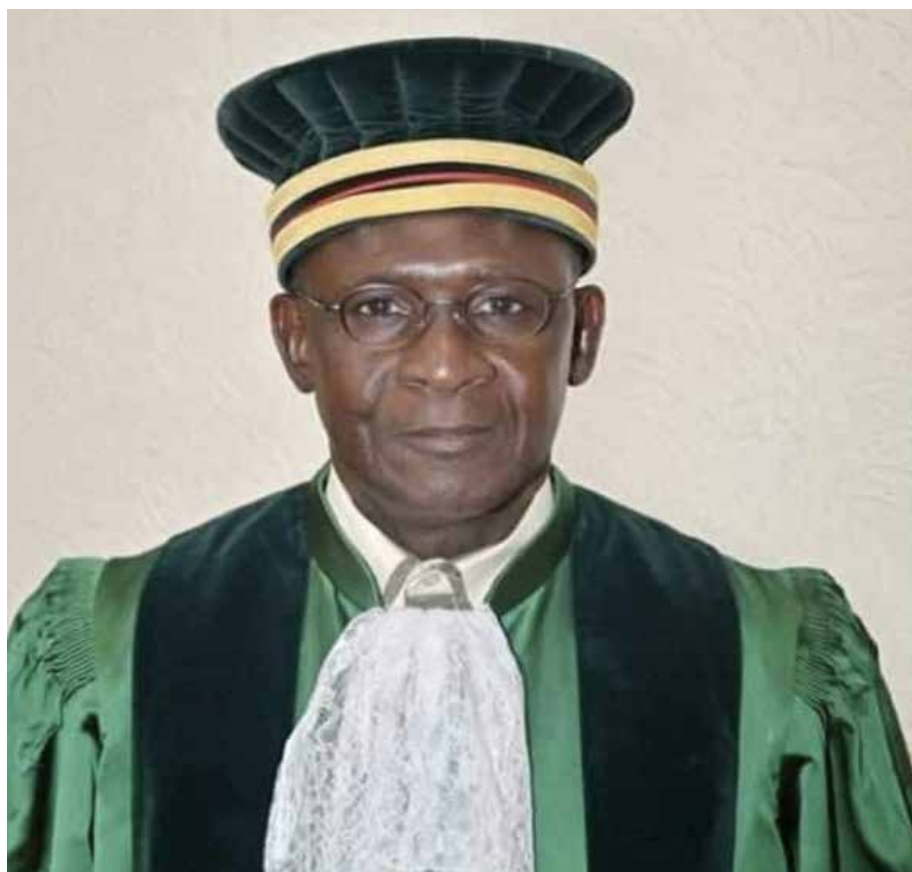
J'ai tant à dire sur toi cher aîné mais je voudrais m'arrêter là ; car même mort, ta modestie en prendrait un coup.

Vas en paix mon cher aîné ! Tu nous laisses orphelins de ton courage, de ton génie, de ton intégrité, de ton sens élevé de l'Etat et de l'honneur.

Lamartine avait raison : « L'homme n'a point de port, le temps n'a point de rive ; il coule et nous passons » !

Ton cadet et disciple qui te tiendra toujours en très haute estime !

Maître Malick COULIBALY,  
Ancien ministre de la Justice





Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



# Lancement du projet «Les Ateliers Citoyens» : 100 jeunes outillés sur le projet de nouvelle constitution



**D**ans le cadre du lancement de son projet «Les Ateliers Citoyens», Eveil Mali a organisé une session de formation pour 100 jeunes leaders, femmes et acteurs des médias sur les modules suivants : le projet de la nouvelle constitution et les types d'échéances à venir ainsi que leur mode électoral. Cette session s'est tenue le vendredi 9 juin 2023 à la Maison de la Femme.

Cette initiative d'Eveil Mali a été rendue possible grâce à l'appui financier de l'Ambassade du Danemark à travers le Fonds d'Appui des Moteurs du Changement (FAMOC). Pendant l'intervention, Boubacar Dadié, au nom du conseil communal de la mairie de la Commune V du district de Bamako, a souligné l'importance de la thématique car, selon lui, «notre pays traverse un tournant décisif où des grandes questions autour de notre constitution et des prochaines échéances électorales sont au cœur des débats. Trouver un cadre et des partenaires qui s'intéressent à cette question et former la

jeunesse à s'approprier de ces nouveaux outils, nous ne pouvons que les saluer et travailler à ce qu'ils soient pérennes dans notre pays, dans nos communes plus précisément».

De son côté, la représentante du Fonds d'Appui des Moteurs du Changement (FAMOC) a rappelé que l'objectif du FAMOC est de «promouvoir une société malienne plus pacifique, résiliente et respectueuse des droits humains». Elle a précisé que le FAMOC vise à appuyer une synergie d'organisations motrices de changement en matière de promotion des droits humains, de médias, de paix, de recherche participative et de leadership pour que les jeunes participent de manière constructive à la réconciliation et au relèvement démocratique du Mali.

Pour sa part, le coordinateur national d'Eveil Mali, Hamma Cissé, a expliqué que les Ateliers Citoyens sont un cadre de formation, de sensibilisation et de mobilisation des populations pour mieux s'approprier les réformes

politiques, notamment le projet de la nouvelle constitution, et pour participer activement aux échéances électorales à venir. Ils ciblent les six communes de Bamako et l'ensemble des localités du Mali. En effet, leur objectif global est de forger des citoyens modèles capables de répondre aux défis d'une nation en pleine refondation. Les objectifs spécifiques d'Eveil Mali sont d'informer les populations sur les réformes politiques opérées par les autorités de la transition, notamment le projet de la nouvelle constitution. **Renforcer la compréhension des populations sur les élections référendaires et celles des collectivités territoriales couplées ; contribuer au rehaussement du taux de participation des populations aux élections référendaires et des collectivités territoriales couplées à travers des activités de sensibilisation.**

Par le biais de ces activités, le coordinateur d'Eveil Mali justifie que son organisation souhaite contribuer aux autorités pour apporter des solutions durables aux problèmes d'accès limité des jeunes et des femmes à l'information, à la formation et à d'autres opportunités pouvant favoriser leur pleine participation. Il s'agit également de pallier la faible vulgarisation des documents d'intérêt national (en l'occurrence le projet de nouvelle constitution) auprès des populations, ainsi que de la méconnaissance des modes opératoires des élections référendaires et des collectivités territoriales couplées, qui sont toutes deux des élections non habituelles dans la pratique démocratique au Mali.

Le représentant de la Direction Nationale de la Jeunesse a encouragé cette initiative visant à aider les jeunes à mieux comprendre le contenu du projet de constitution et à les préparer pour les prochaines échéances à venir.

■ Maffenin Diarra

# Scrutin référendaire : Le collectif des acteurs institutionnels pour un Oui massif s'active



Les autorités de la transition sont activement engagées pour les élections référendaires. Dans cette optique, le collectif des acteurs institutionnels pour un Oui massif a organisé une conférence de presse le samedi 10 juin 2023 au CICB de Bamako. Leur objectif est de sensibiliser la population de Bamako afin qu'elle vote massivement Oui pour le projet de Constitution le 18 juin 2023. Cette élection vise à assurer la légitimité et la stabilité du Mali.

Le ministre d'État, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Abdoulaye Maiga, coordinateur du collectif des acteurs institutionnels pour un Oui massif, a donné le ton de cette activité. Connu pour sa franchise, il a demandé la neutralité totale des membres du collectif dans sa déclaration. Il a laissé entendre qu'ils ne sont pas en campagne contre quiconque. Selon lui, il s'agit d'inviter la population malienne à voter Oui pour le projet de Constitution. «Nous, citoyennes et citoyens maliens, membres du gouvernement, du Conseil National de transition, du Haut conseil des collectivités et du Conseil économique social et culturel, agissons en dehors de nos attributions officielles, soucieux de préserver la neutralité de l'État et des institutions durant la campagne du scrutin référendaire, qui ne met pas en jeu des candidats en compétition. Convaincus de notre engagement sans faille à

réussir le processus de refondation de notre nation dans le respect des aspirations profondes du peuple malien. Adhérant totalement au projet de Constitution qui reflète la vision du "Mali Koura", résolu à convaincre l'ensemble des maliennes et des maliens sur l'impérieuse nécessité de doter notre pays d'une nouvelle Constitution, déterminé à rassembler l'ensemble des forces vives de notre pays pour un Oui massif au scrutin référendaire du 18 juin 2023, décidons de créer le collectif des Acteurs institutionnels pour un Oui massif», a-t-il déclaré.

Ibrahim Ikassa Maiga, membre du collectif des acteurs institutionnels, a insisté sur un aspect majeur de cette activité. «En tant qu'institu-

tionnels, comment pouvons-nous être utiles pour le Oui massif ? La campagne référendaire est un acte inédit qu'il faut comprendre. C'est la toute première fois au Mali qu'il y a une campagne référendaire. Les autres constitutions que nous avons jusqu'à présent, qui sont au nombre de trois, n'ont pas fait l'objet d'une campagne et n'ont pas été vulgarisées. C'est la toute première fois qu'il y a une campagne où tout le monde s'exprime librement.» Ce n'est pas une compétition électorale. Vous pouvez constater que c'est l'engagement pris lors des Assises nationales de refondation et les aspirations exprimées par les Maliens. Par conséquent, l'élection référendaire qui aura lieu le 18 juin 2023 est la réponse aux ANR passées. Ce projet de Constitution n'est pas un projet de société d'un parti politique, mais plutôt un projet de Constitution voulu par tous les Maliens », a-t-il souligné.

Tour à tour, tous les membres du collectif des acteurs pour le Oui ont invité les Maliens à voter massivement le dimanche 18 juin 2023 pour le plus grand bonheur du Mali et des Maliens. Après cela, le coordinateur a informé le public que ce genre de conférences de presse sera organisé dans les régions très prochainement.

■ Ibrahim Sanogo





# Vote par anticipation : Bon déroulement des opérations dans les garnisons



C'était hier, dimanche 11 juin 2023, que les forces armées de défense et de sécurité du Mali ont voté pour l'adoption de la nouvelle constitution élaborée par les autorités de la transition. Dans les garnisons où se déroulaient les opérations, l'engouement y était. Une équipe de journalistes et d'observateurs a sillonné certaines garnisons à l'initiative de l'Autorité Indépendante de gestion des Élections (AIGE) tôt à l'ouverture des bureaux de vote.

Il n'y avait pas de queues à l'ouverture des bureaux de vote, mais les forces de l'ordre étaient bien présentes, non seulement pour sécuriser les opérations de vote, mais surtout pour accomplir leur droit citoyen. En tout, trois centres de vote ont été visités à l'ouverture des bureaux. Il s'agit de la BMS, de l'école nationale de la Police et de l'État-major général national du Mali.

À l'école nationale de la Police, les électeurs étaient présents, pas trop en grand nombre, à l'ouverture. À 8 heures 15 minutes, le ministre de la Sécurité et de la protection civile, Ould Colonel Major Daoud Aly Mohammedine, a foulé les pieds à l'école de police nationale. Il a

accompli son vote conformément aux dispositions du code électoral devant les caméras. Il est plus que convaincu d'une chose, malgré le doute sur la capacité à tenir le référendum, le Mali y est déjà.

« Aujourd'hui, les forces de défense et de sécurité votent par anticipation pour le référendum du 18 juin. J'ai choisi de venir voter ici à l'école nationale de police, c'est assez symbolique et significatif », a-t-il fait savoir. À l'occasion, le ministre a invité ses compagnons d'armes à venir voter « OUI ». « Je tiens encore une fois à inviter l'ensemble de mes compagnons d'armes des forces de défense et de sécurité à sortir très massivement et voter aujourd'hui. Sortir massivement également pour voter « OUI » », a-t-il ajouté, expliquant avoir expliqué aux différents responsables afin de passer le message au niveau de différentes structures de son département le bien-fondé de ce vote. Pour lui, il n'y a pas de doute sur le fait que le Mali a besoin de cette nouvelle constitution pour jeter les bases du Malikura, « un Mali uni, solide avec des institutions fortes. » Il est important de son avis que le Mali soit mis au-dessus de tout.

De son côté, le Ministre de la défense et des anciens combattants, Colonel Sadio Camara, après son vote à l'État-major général national, a sollicité la presse pour soutenir les efforts en cours. Il a félicité et encouragé la presse pour tout ce qu'elle est en train de faire pour ce pays. Selon lui, le Mali traverse un moment « difficile ». Tout ce que le Mali réalise aujourd'hui n'était pas gagné d'avance. Il a estimé que d'autres ont eu le temps de faire usage « d'esclavage et de la colonisation pour nous maintenir dans cette situation ». Il pense que les Maliens ne peuvent que « compter » sur eux-mêmes. Avec ce référendum, c'est une nouvelle étape qui vient d'être franchie « mais nous devons rester vigilants », a-t-il indiqué, rappelant que les ennemis intérieurs comme extérieurs sont toujours présents, comme en témoignent les actes pour pouvoir faire paniquer les paisibles citoyens. Il a reconnu de même que le combat n'est pas que sur le front, mais aussi dans la communication à travers les médias.

■ Binadjian Doumbia

# Référendum constitutionnel du 18 juin : Les partisans du «OUI» se rassemblent au stade du 26 mars



Depuis quelque temps, la capitale malienne est le théâtre de mobilisations pour l'adoption du nouveau projet de constitution. Ainsi, le jeudi 8 juin 2023, des centaines de Maliens ont répondu à l'appel du gouvernement pour le meeting populaire en faveur du «OUI» massif au référendum constitutionnel du 18 juin prochain. La cérémonie organisée à cet effet s'est déroulée au stade du 26 Mars en présence du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, du Ministre d'Etat Abdoulaye Maïga, du président du CNT Colonel Malick DIAW et du représentant du président de la transition Assimi Goïta, ainsi que de tous les membres du gouvernement. L'unique mot

d'ordre de ce meeting était d'appeler la population malienne, de l'intérieur comme de l'extérieur, à aller voter «OUI» le jour du scrutin référendaire.

Partis politiques et mouvements de partis politiques, chefs d'institutions, associations, société civile, forces de sécurité et de défense, légitimités traditionnelles, organisations religieuses et artistes se sont rendus au stade du 26 Mars pour répondre à cet appel du gouvernement à soutenir le projet de la nouvelle constitution. Après l'hymne national, dirigé par le ministre de la jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, le son des trompettes des invités a aussitôt retenti, soulevant des pancartes sur

lesquelles on pouvait notamment lire «J'aime mon pays, donc je vote oui», «ma constitution, mon vote» ou encore «je vote oui». Les Maliens n'ont pas hésité une seule seconde à affirmer leur soutien absolu pour l'adoption de la constitution qui sera soumise au vote.

## Éléments de langage pour le «OUI» massif

Pour rappel, le projet de constitution soumis au vote des Maliens le 18 juin prochain est l'un des résultats de la consultation participative et inclusive à travers les Assises Nationales de la Refondation. Représentant les partis politiques et mouvements des partis politiques pour le



«OUI», Mamadou Coulibaly a expliqué que l'appel à voter «OUI» lors du référendum du 18 juin pour le projet de constitution est nécessaire. Dans le sens où le nouveau projet de constitution s'inspire des valeurs socioculturelles du Mali en s'ouvrant aussi bien à l'Afrique qu'au reste du monde. D'après lui, ledit projet constitue une référence à notre histoire ainsi qu'à nos valeurs sociétales telles que le vivre ensemble et la réconciliation nationale, la garantie de la défense et de la sécurité, la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite... «Cette nouvelle constitution est un nouveau pas vers la liberté du Mali». Le Oui, symbole de la souveraineté

Les membres du gouvernement considèrent que le projet de constitution regroupe toutes les propositions faites par les Maliens lors des ANR. C'est pourquoi ce meeting citoyen a été organisé pour inciter la population à participer à la refondation de leur État afin d'obtenir le Mali Koura tant rêvé. Le représentant du pré-

sident de la Transition, chef de l'État, le colonel Assimi Goïta, et le Colonel Malick Diaw, président du CNT, ont affirmé lors de la rencontre que «l'adoption de la nouvelle constitution n'est que la concrétisation d'une volonté commune de refonder notre État». Pour eux, la nouvelle constitution représente une opportunité pour sortir le Mali de l'impasse dans laquelle il se trouve depuis des années. «Nous ne nous lasserons jamais de nous battre pour les intérêts de notre pays. Adopter la nouvelle constitution est un pas de géant vers la refondation de notre État. Nous invitons donc à voter pour le Oui afin qu'ensemble nous donnions un visage nouveau à notre patrie», a lancé le Colonel Malick Diaw en guise de message.

Présent à la rencontre, Seydou Diarra, un citoyen lambda, s'est dit fier de l'organisation de ce meeting en faveur des scrutins référendaires. Selon lui, cette décision du gouvernement prouve à suffisance sa volonté de faire avancer le pays. «Nous sommes ici pour mon-

trer notre soutien total à cette nouvelle constitution. Nous considérons le 18 juin prochain comme le jour de la victoire finale du Mali contre tous ses détracteurs. Nous voterons oui et je suis plus que sûr que le oui l'emportera», a-t-il rassuré.

Plusieurs centaines de personnes ont effectué le déplacement le jeudi dernier pour crier haut et fort leur soutien pour le projet de la nouvelle constitution. Presque toutes les couches de la population étaient représentées et ont fait comprendre qu'elles voteront Oui le jour des élections référendaires. Ils ont également invité à un vote massif pour le Oui pour l'adoption d'une nouvelle constitution le 18 juin 2023.

Pour donner plus de ferveur à l'événement, des artistes maliens tels que Sidiki Diabaté, Abdoulaye Diabaté, Safi Diabaté, Djénéba Seck et Mariam Ba ont fait des prestations musicales.

Siguéta Salimata DEMBELE



# « Au fil de mes convictions sur le Mali d'aujourd'hui et de demain » : Le chef-d'œuvre d'Ousmane Sy

La salle des expositions du Musée National a servi de cadre le samedi 10 juin 2023 pour le lancement du livre d'Ousmane Sy, ancien ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, intitulé «Au fil de mes convictions sur le Mali d'aujourd'hui et de demain». Il est important de se concentrer sur la vie de l'auteur. Ce cadre valeureux de notre pays a été révélé au peuple malien au début des années 1990. Ousmane Sy est considéré comme l'architecte de la décentralisation au Mali. Il a été ministre de l'Administration territoriale, sous le président Alpha Oumar Konaré, puis Secrétaire général de la présidence de la république sous le président intérimaire Dioncounda Traore en 2012, et ministre de la

Décentralisation et de la ville en 2014 sous le président Ibrahim Boubacar Keïta. Ce natif de la région de Bandiagara a gravi les échelons de l'administration malienne, des représentations locales jusqu'aux grands postes de prise de décisions nationales. Il est reconnu pour sa bonne moralité politique et intellectuelle par ses pairs.

Cet ouvrage est le témoignage d'un intellectuel-administrateur malien, sahélien et africain soucieux du devenir de son pays, le Mali, et qui aborde des thématiques telles que la gouvernance, la paix, la sécurité, la décentralisation, mais aussi la coopération internationale et le développement du territoire. À partir

des expériences, des réflexions et des nombreux entretiens que contient ce livre, l'objectif de l'auteur dans «Au fil de mes convictions sur le Mali d'aujourd'hui et de demain» est d'inviter tous ses lecteurs à s'interroger sur le présent et l'avenir du pays, de la région sahélienne et du continent, et à s'engager pour bâtir des modèles d'État, de démocratie et de développement durable.

Ousmane Sy, dans un style qui lui est propre, explique les réelles motivations de la rédaction de cet ouvrage qui est d'une belle facture. Il souligne qu'il a été confronté à des questions politiques sous le régime de l'Union Soudanaise RDA. «Nous avons été dans le mouvement pionnier. Cela nous a permis d'avoir une formation idéologique. Ces théories ont fini par nous convaincre et à nous donner un mode de vie. Quand je suis parti en France pour mes études supérieures, j'avais beaucoup de choix. Très jeune, nous avons été accueillis par nos aînés tels qu'un certain Aly Nouhoum Diallo. Ils nous ont accompagnés dans le choix des universités et des filières. Nous avons milité dans l'association des étudiants Africains en France. Quand nous disons militantisme, nous parlons de nos convictions. Au cours de notre formation, nous avons pu concilier la formation technique, professionnelle et la formation politique.» Quand je suis rentré au Mali, j'ai décidé d'aller travailler dans les villages. J'ai commencé ma carrière politique comme enquêteur dans une étude de recherche dans toutes les régions du Mali», a-t-il asséné, avant de souligner que depuis 2012, le Mali est plongé dans une crise aiguë. Une crise qui touche à la fois les institutions, les territoires et l'ensemble des communautés locales. Pour Ousmane Sy, cette crise a créé une défiance à l'égard de l'État et de la communauté internationale. Cependant, il est convaincu que les réponses les plus réalistes pour une sortie durable de la crise sont dans les territoires locaux, au sein de la jeunesse et à travers la responsabilisation de leurs acteurs locaux. C'est ce qui a motivé l'auteur à partager ses convictions sur le changement et les enjeux et défis qui y sont liés.

■ Ibrahim Sanogo





# Sénégal : La controverse autour des nervis du pouvoir

Après les manifestations violentes ayant causé plus d'une quinzaine de morts, de nombreux Sénégalais s'interrogent sur l'origine des civils armés. Le calme précaire observé depuis quelques jours laisse planer un doute sur la présence de civils armés aux côtés des forces de l'ordre lors des émeutes qui ont suivi la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko.

Le dimanche 4 juin, plusieurs hauts responsables de la police nationale sénégalaise ont tenu une conférence de presse aussi inhabituelle que leurs visages. Une fois les lumières éteintes dans la salle, le commissaire Mamadou Gueye du bureau des relations publiques de la police a exposé aux journalistes une série de vidéos issues des récentes manifestations.

«Il tient une arme que ceux qui sont dans le maintien de l'ordre n'ont pas», commente-t-il en faisant projeter une vidéo d'un homme courant sur l'autoroute à péage de la capitale. «Celui-là tire de manière différente, c'est un professionnel (...). Il maîtrise ce qu'il fait», explique le commissaire au sujet d'un autre individu en tee-shirt rouge au milieu d'une rue de Dakar.

«Leur but est de faire porter le chapeau [de la violence] aux forces de défense et de sécurité», conclut M. Gueye après son exposé sur ces individus «infiltrés» qui «tirent sur la population» lors des manifestations. Au moins vingt-trois personnes ont été tuées dans des émeutes suite à la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko à deux ans de prison ferme le 1er juin, selon Amnesty International.

## La vidéo de la police contestée

À peine la conférence de presse terminée, d'autres vidéos contredisent la police. La présentation du policier est contestée à peine quelques minutes plus tard sur les réseaux sociaux, malgré la restriction d'Internet décidée par les autorités. De tous les angles, des

images de ces civils armés sont rapidement relayées par les internautes pour démentir les arguments de la police nationale. On y voit des hommes en civil débarquant sur des lieux d'émeutes en convois de pick-up, blancs pour la majorité. Ils agissent, certains armés de fusils ou d'armes de poing, aux côtés des forces de l'ordre et affrontent visiblement les manifestants.

## Une controverse déjà présente en mars 2021

Jeudi 8 juin, le Pastef, parti de l'opposant Ousmane Sonko, a répliqué. Lors d'une conférence de presse, les journalistes ont de nouveau eu droit au spectacle d'une vidéo de plusieurs minutes intitulée : «Les nervis en toute complicité avec les forces de police.» «S'il s'agit de forces de l'ordre en civil, alors qu'ils [les autorités] nous disent qui tire.» «S'il s'agit de personnes violentes ou d'étrangers infiltrés, il est nécessaire qu'elles expliquent pourquoi elles sont impliquées dans la police sans avoir été informées», interpelle El Malick Ndiaye, le porte-parole du Pastef. L'ONG Amnesty International a confirmé la présence d'hommes armés habillés en civil aux côtés des forces de l'ordre et a demandé que les agents déployés face aux manifestants arborent des moyens «visibles» d'identification individuelle. Seydi Gassama, directeur exécutif d'Amnesty Sénégal, espère que des enquêtes seront menées sur «le rôle et la fonction» de ces personnes, ainsi que des poursuites pour les «violations commises».

Cette polémique sur la présence éventuelle de personnes violentes liées au pouvoir avait déjà éclaté en mars 2021, lors des heurts qui avaient suivi la brève interpellation d'Ousmane Sonko. Le gouvernement du Sénégal avait alors promis de faire la lumière sur l'identité de ces hommes armés. À l'époque, des hommes casqués avaient été filmés roulant dans des pick-up dans différentes artères de Dakar, ar-



més principalement de gourdins et de battes de baseball, affrontant des manifestants en colère après la mise en détention d'Ousmane Sonko.

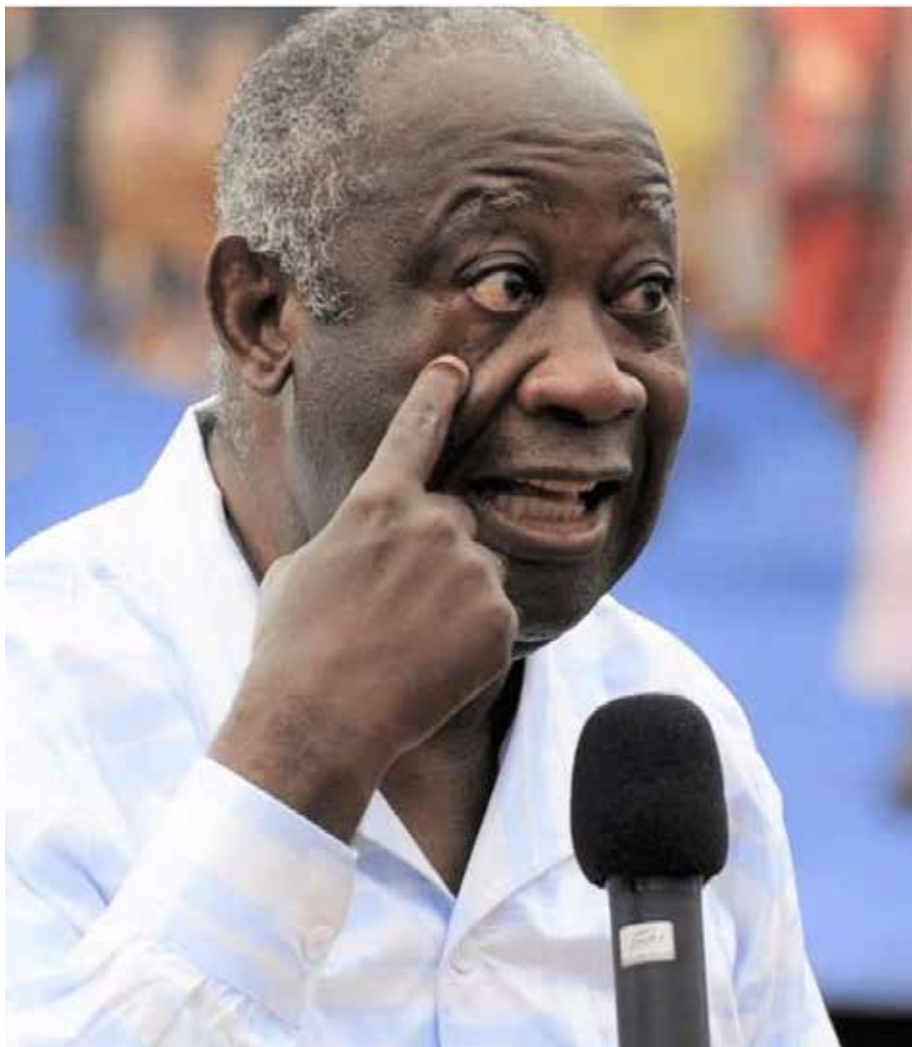
Aujourd'hui, plusieurs vidéos montrent des véhicules similaires et des images montrent leurs passagers entrant au siège du parti au pouvoir, l'APR, où des jeunes gens ont été vus par des journalistes touchant de l'argent. Certains de ces véhicules étaient toujours stationnés jeudi, a constaté Le Monde.

Pour le Pastef, il n'y a pas de doutes sur les commanditaires de l'action des hommes armés : «C'est l'ultime méfait du régime de Macky Sall qui recrute impunément une milice privée», affirme Marie Rose Faye, porte-parole adjointe du Pastef. Une accusation que rejette le porte-parole adjoint de la coalition au pouvoir, interpellé sur la chaîne privée TFM. «L'APR n'a recruté aucun nervi, aucun jeune pour aucune exaction que ce soit», a réagi Abdou Mbow.

Désormais, les éléments de preuve du pouvoir semblent porter l'effet contraire. La réaction des autorités est attendue.

■ Binadjan Doumbia

# Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo réagit après sa radiation de la liste électorale



L'ancien président reste sous le coup d'une condamnation à vingt ans de prison pour le « braquage » de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest en 2011. Malgré son acquittement par la Cour pénale internationale, la justice de son pays maintient toujours des poursuites liées à la crise ayant plongé le pays dans une guerre civile.

L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo, radié de la liste électorale, a affirmé jeudi 8 juin qu'il ne laisserait pas son nom être « sali », alors qu'il déposait un recours pour être inscrit et voter aux élections locales prévues le 2 septembre. « Non, non et non, je ne laisserai pas mon nom sali sans me battre. Je suis encore

debout ! », a-t-il martelé lors d'une déclaration à la presse, après avoir déposé en personne un recours dans un bureau de la Commission électorale indépendante (CEI), à Abidjan.

Si M. Gbagbo a été acquitté par la justice internationale de crimes contre l'humanité commis lors de la sanglante crise post-électorale de 2010-2011, il reste sous le coup d'une condamnation à vingt ans de prison en Côte d'Ivoire pour le « braquage » de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 2011.

**Le climat politique s'est à nouveau tendu**

Cette condamnation, prononcée en 2018 alors qu'il était emprisonné à La Haye, avait entraîné la déchéance de ses droits civiques et politiques et donc sa radiation des listes électorales. « On n'a pas mis mon nom sur la liste électorale prétextant que j'ai été condamné après un procès parce que j'aurais braqué la BCEAO. Je réfute avec vigueur une telle accusation », a lancé l'ancien président, dans une déclaration d'une quinzaine de minutes.

M. Gbagbo a avancé plusieurs arguments pour demander sa réinscription sur les listes et notamment le fait qu'il n'a selon lui jamais été convoqué pour son procès, ni notifié du jugement prononcé en son absence. « J'ai été président d'octobre 2000 à avril 2011. On ne juge pas un ancien président n'importe comment devant n'importe quelle juridiction », a-t-il ajouté.

Il a également appelé l'actuel président Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié, autre ancien chef d'État (1993-1999) encore en vie, à laisser « une Côte d'Ivoire pacifiée aux jeunes générations ». « Le moment de donner des coups est passé », a-t-il affirmé. Les recours auprès de la CEI sont possibles jusqu'à samedi dernier.

Après plusieurs signes d'apaisement (des législatives dans le calme et le retour de M. Gbagbo dans son pays en 2021), le climat politique s'est à nouveau tendu ces dernières semaines. « Rappelons également que son ministre de la jeunesse, Charles Blé Goudé, également quitté par la CPI, est sous le coup de la justice du pays, donc radié de la liste électorale. Quelque huit millions d'électeurs sont appelés aux urnes le 2 septembre en Côte d'Ivoire pour renouveler les conseils municipaux et régionaux. La prochaine présidentielle doit se tenir en 2025.

■ Binadjan Doumbia



# Niger : L'opposant Kané Kadaouré menace de poursuivre l'État en justice

**D**epuis son interpellation judiciaire, suite à un post Facebook que l'opinion a vivement condamné pour atteinte à l'unité nationale, Habibou Kané Kadaouré - qui a présenté ses excuses - s'est muré dans un silence médiatique. Si le président du parti SDR Sabuwa conserve une certaine présence sur les réseaux sociaux, sa parole publique se faisait plus tôt rare, jusqu'à récemment. Le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y est pas allé de main forte...

## Une affaire de dettes impayées

Dans une interview accordée à la chaîne Wangari TV le 8 juin, l'homme politique, par ailleurs homme d'affaires et dirigeant d'un cabinet d'architecture, a menacé de poursuivre l'État du Niger en justice. En cause, des manquements contractuels de la part de l'État qui peine à désintéresser financièrement l'entrepreneur. Selon Kadaouré, « les règles du jeu économique et financier ne sont pas respectées quand il s'agit de traiter avec l'État » au Niger. Plus clairement, il explique : « J'ai de l'argent avec eux [l'État du Niger], de l'argent qui date de plus de huit ans ». Et d'ajouter : « A tout moment, on pourra déclencher une procédure judiciaire pour que l'État du Niger nous mette dans nos droits. On ne va pas indéfiniment rester les bras croisés. Ça c'est évident ».

## Représailles politiques ?

Le président de la SDR Sabuwa assure que son engagement politique « a donné un coup à [s]a carrière professionnelle en termes de commande publique ». Car poursuit-il, « de par les pratiques qui sont de mise dans nos pays, quand vous êtes opposants, vous n'avez pas accès à la commande publique ». A ce jour, l'État du Niger n'a pas réagi aux déclarations du président de la SDR Sabuwa. En attendant, le moins qu'on puisse dire est qu'une telle situation laisse une impression de malaise. Que Kadaouré et le régime Tarraya soient adversaires politiques,



passé encore ! Ceci est la conséquence des présidentielles de 2021, au cours desquelles la SDR Sabuwa a préféré soutenir au second tour le candidat Mahamane Ousmane. Encore que, dans un État démocratique, chaque parti politique est libre de son positionnement sur l'échiquier politique. Le PNDS Tarraya ne le sait que trop bien, pour avoir durablement été chef de file de l'opposition.

## Un manquement juridiquement risqué...

L'appartenance à l'opposition politique ne justifie aucunement la discrimination ou l'exclusion dans l'attribution des marchés publics ; encore moins un blocage des règlements financiers pour des tâches déjà effectuées. Le pouvoir en place est libre de porter la contradiction, idéologique et électorale, à tous ses opposants. Refus de paiement des dettes de l'État du Niger : une attitude inacceptable

Il est inacceptable que l'État du Niger refuse délibérément de payer ses dettes, indépendamment de son partenaire contractuel. Cette attitude ne fait pas honneur à l'État. Le Chef de

l'État lui-même a dénoncé les détournements de fonds publics, il serait donc préférable que l'État règle ses dettes. Tout comportement contraire risque d'encourager les prévaricateurs à poursuivre leurs crimes, car cela immobilise les fonds publics.

De plus, l'action judiciaire n'est pas risquée pour les deniers publics, car en plus des sommes normalement dues, les retards autorisent les créanciers à réclamer des intérêts de retard. Dans ce cas précis, le retard dure depuis « huit ans », selon Habibou Kadaouré, sans être contredit.

Enfin, le malaise est tout aussi symbolique. Comment l'État peut-il infliger des condamnations aux débiteurs indécents à travers ses tribunaux, tout en refusant de payer ses propres dettes ? Comme l'a écrit le célèbre juriste Jean Rivero, « l'autorité s'enracine dans la règle ; affaiblir la règle (...) c'est, pour le pouvoir, saper ses propres bases ; il est d'autant mieux obéi, lorsqu'il (...) donne l'exemple ».

M.W

# INFO FOOT : Le Stade Malien de Bamako sur le toit du Mali



**D**e Stade Malien de Bamako remporte la Coupe du Mali 2023. En effet, ce samedi 10 juin 2023, s'est tenue au Stade du 26 Mars de Bamako la 62ème édition de la Coupe du Mali. Elle opposait les Blancs de Bamako aux 11 Créateurs de Niarela.

Dans un remake de 2015, le duel Onze Créateurs - Stade Malien a débuté à 16h30. Après

une première période vierge et dominée par les Blancs de Sotuba, la seconde période nous a permis de voir un véritable match de finale quand les Onze Créateurs ont décidé de répondre coup pour coup aux attaques du Stade.

Coup de pied de coin, coup franc, aucune occasion ne semblait marcher pour les deux finalistes. Mais le grand suspense ne durera pas

longtemps, à la 54ème minute de jeu, le Stade Malien ouvre le score. L'unique but de la partie est signé Lassine Kouma, le dossard numéro douze des Blancs.

Ainsi, le Stade Malien remporte pour la 22ème fois la Coupe du Mali pour 31 finales disputées. << C'est cette équipe qui a gagné la demi-finale, pas un seul joueur n'a manqué, mais dans la vie ce qui doit arriver, arrive toujours. Quand tu analyses ce match, nous avons vraiment été dominés par le Stade, surtout les 20 premières minutes de la première période et les 10 premières minutes de la seconde période. Mais ça se comprend, les jeunes manquent d'expérience, c'est une grande première pour eux.

Nous étions confrontés à une équipe qui voulait plus gagner, ils étaient bien plus engagés, ils méritent la victoire. >> a martelé Djibril Dramé, l'entraîneur des Onze Créateurs. Une analyse bien confirmée par le coach des Blancs qui dit :

<< Nous avons bien préparé cette finale et ça a porté fruit, les jeunes ont bien assuré, même si nous avons raté plusieurs occasions contrairement à l'équipe des Onze Créateurs qui, pour moi, est trop restée sur sa réserve. >>

La finale de cette prestigieuse compétition malienne s'est déroulée en présence du Premier ministre Dr Choguel Kocalla Maïga, du Ministre des Sports, du Président de la Femafoot et de plusieurs autres personnalités du pays.

Aichatou Sanogo







## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'avez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des événements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achetez ces actions ou placez une partie de vos économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1273 Malikilé



**Kamena lève le voile!**



1274 Malikilé



**Les enfants de Badalabougou servés**



1275 Malikilé



**Le président Gissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA**



1276 Malikilé



**La grosse arnaque!**



1277 Malikilé



**242 filles et femmes installées**



1278 Malikilé



**De quoi ont peur les pays de la zone franc?**



1279 Malikilé



**Montage Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM**



1280 Malikilé



**Les travaux débutent aujourd'hui!**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23